



Faits saillants

- ❖ croissance de 2,4% pour la Tchéquie et de 1,7% pour la Slovaquie en 2022
- ❖ Après les élections en Estonie, retour à la rigueur budgétaire ?
- ❖ Récession au 4^{ème} trimestre 2022 en Hongrie et en Estonie

LE CHIFFRE À RETENIR

18,4%

L'inflation(IPC) en février 2023 en Pologne, plus haut depuis 1996

Dossier du mois : Les échanges commerciaux de la France avec les pays de Visegrád

Pris ensemble, les pays du groupe de Visegrád (V4) représentent virtuellement le 8ème client de la France (27 Mds EUR d'exportations en 2022, soit 4,7% de nos exportations) et le 7ème fournisseur de la France (35 Mds EUR d'importations en 2022 soit 4,6% de nos importations), les plaçant au même niveau que des pays comme le Royaume-Uni ou les Pays-Bas. Si le volume des échanges a beaucoup progressé entre la France et les pays du V4 au cours des dernières années (+81% en 10 ans), notre commerce de biens est structurellement déficitaire avec ces pays. Il s'explique par la prégnance de l'industrie, en particulier automobile, et de leur bonne insertion dans les chaînes de valeur mondiales et européennes.

Pologne

Inflation en hausse mais taux directeurs inchangés

A 18,4% en g.a. en février, le taux d'inflation (CPI) a atteint son plus haut niveau depuis décembre 1996. On notera un rebond des prix des biens alimentaires (24%), des transports (23,7%), de l'énergie (22,4%) et de l'hôtellerie/restauration (17,2%). Par ailleurs, le taux d'inflation sous-jacente enregistre un nouveau record en février à 12%, un plus haut historique depuis la création de cet indicateur il y a 20 ans. En dépit de ce rebond d'inflation, le Conseil de la politique monétaire de la banque centrale (MPC) a, lors de sa réunion du 8 mars, décidé de maintenir les taux directeurs à leur niveau de septembre 2022, avec un taux de référence de 6,75%, considérant qu'une certaine modération des prix de matières premières et de l'indice à la production (PPI) ainsi que l'affaiblissement observé de la conjoncture auront pour effet d'atténuer la pression inflationniste "dans les trimestres à venir".

Baisse de la consommation privée en janvier

En janvier, la consommation des ménages a diminué de 0,3% en g.a., d'après le Bureau des Statistiques GUS. Pour mémoire, en janvier 2022 la consommation des ménages avait augmenté de 10,6%. D'après les économistes, l'essoufflement de la consommation privée résulte pour l'essentiel de la baisse du revenu réel, l'évolution du salaire moyen en janvier (13,5%) étant inférieure au taux d'inflation. Pour autant, la situation du marché du travail demeure satisfaisante, l'emploi dans le secteur privé ayant augmenté de 1,1% en g.a.

Revalorisation des retraites de 14,8%

Le 1er mars, les retraites et pensions d'invalidité dans le régime général ont été revalorisées de 14,8% avec un montant minimum de revalorisation fixé à 250 PLN (54 EUR). Le coût budgétaire de la revalorisation est de 44 Md PLN (9,6 Md EUR), soit environ 1,5% du PIB. Par ailleurs, le gouvernement a fait état de son projet d'emprunter 5 Md PLN (1,1 Md EUR) au Fonds de réserve démographique (censé combler le déficit de la Sécurité sociale dans les années à venir pour compenser l'effet du vieillissement de la population), afin de verser le 13ème mois aux retraités, projet vivement critiqué par l'opposition. D'après le Premier ministre M. Morawiecki, cet emprunt pourrait être remboursé en dix tranches dans les années 2028-2037.

Volvo Bus va fermer son usine de Wroclaw

Le 16 mars, Volvo Bus a annoncé qu'au cours du premier trimestre 2024, il fermerait son usine de Wroclaw, dédiée à la fabrication de carrosseries de bus, dans le cadre de sa réorganisation et de son changement de modèle d'affaires. L'usine de Wroclaw emploie environ 1500 personnes. Cette annonce illustre les changements profonds en cours dans l'industrie automobile, à l'instar de l'annonce le même mois par Stellantis de 300 suppressions d'emplois dans son usine de moteurs thermiques de Bielsko-Biala, concomitante avec le développement de son usine de Tychy qui produira la nouvelle Jeep électrique.

Retrouvez notre article sur l'industrie polonaise sur notre site :
[24f8bb25-a5e4-4408-90c4-7a55447fc033 \(economie.gouv.fr\)](https://www.economie.gouv.fr/24f8bb25-a5e4-4408-90c4-7a55447fc033)

	Décembre 2021	Décembre 2022	Janvier 2023	Février 2023
Inflation (% g.a.)	8,0	15,3	15,9	17,2
Inflation sous- jacente (% g.a.)	5,8	12,0	11,9	11,8
Taux de chômage (% population active)	2,9	2,9	2,8	n.c.
Taux directeur (%, NBP)	1,75	6,75	6,75	6,75

Source : Eurostat, Banque centrale

Hongrie

Moody's identifie une série de risques pour l'économie

Moody's a maintenu la note Baa2 et la perspective stable. Toutefois, l'agence de notation a identifié de nombreux risques : état du système bancaire, qualité de la gouvernance, diversification de l'approvisionnement énergétique et blocage du transfert des fonds de l'UE.

Déficit budgétaire très important en février, 1 381,5 Mds HUF

Sur les 2 dernières décennies, seul celui de février 2021 avait été plus élevé (1 585 Mds HUF), mais surtout en raison du remboursement de l'IRPP avant les élections et le paiement de la pension du 13e mois. Le ministère des Finances souligne toutefois que si la hausse du PIB est supérieure à 1,5 %, les recettes supplémentaires seront utilisées pour la réduction du déficit.

L'inflation en Hongrie, pic ou plateau ?

Après un record de près de 27 ans à 25,7 % en janvier, le taux d'inflation a atteint 25,4 % en février selon l'institut statistique national (25,8% selon la méthodologie Eurostat). Pic ou plateau ? Selon les analystes, l'inflation pourrait rester élevée lors des prochains mois, avec des taux constamment supérieurs à 20 %. Au second semestre, l'inflation pourrait commencer à décélérer, et son taux revenir vers les 10 % d'ici décembre.

Mauvaise surprise pour l'industrie

En janvier 2023, le volume de la production industrielle était inférieur de 5,1 % à celui de décembre 2022, en données CVS. Par rapport à l'année précédente, la baisse a été de 3,2%.

Les ventes de détail en baisse

Les ventes au détail poursuivent leur tendance baissière. Depuis la fin du plafonnement des prix des carburants en décembre, les volumes de vente affichent une baisse spectaculaire depuis le pic de mars 2022. Selon le KSH, 3 principaux groupes de marchandises ont contribué à la baisse de 4,5 % d'une année sur l'autre. En janvier, le volume des ventes ajusté du calendrier a chuté de 4,8 % dans le commerce de détail alimentaire et d'épicerie, de 1,5 % dans le commerce de détail non alimentaire et de 9,7 % dans le commerce de détail de carburant.

Récession technique au quatrième trimestre 2022

En 2022, le taux de croissance annuel moyen a atteint 4,6%. Au T4 2022, l'économie s'est contractée de 0,4% par rapport au T3, soit la même évolution qu'entre le T3 et le T2. Du coup, l'économie hongroise est techniquement entrée en récession. Le secteur manufacturier a présenté une valeur ajoutée en baisse de 0,5 % au T4 par rapport au T3, alors que les services ont stagné (+ 0,1 % seulement entre T4 et T3, - 0,7 % pour commerce/hôtellerie-restauration). Du côté de la production, l'industrie a plutôt bien résisté aux chocs, même si elle a été plus faibles au dernier trimestre. Les services, qui représentent plus de la moitié du PIB, ont vu leur dynamique diminuer régulièrement au cours de l'année alors que l'agriculture a connu une baisse de 30 %, due en majeure partie à la sécheresse. On observe par ailleurs que la consommation réelle a été légèrement inférieure au T4 à celle du T3. Fin 2022, la FBCF (investissement) était, quant à elle, inférieure de 8,6 % à celle de l'année précédente.

	Décembre 2021	Décembre 2022	Janvier 2023	Février 2023
Inflation (% g.a.)	7,4	25,0	26,2	25,8
Inflation sous- jacente (% g.a.)	5,5	15,4	16,4	16,6
Taux de chômage (% population active)	3,8	3,7	3,8	n.c.
Taux directeur (%, MNB)	2,4	13	13	13

Source : Eurostat, Banque centrale

République tchèque

Mise à jour du programme du gouvernement pour prendre en compte les conséquences économiques et budgétaires de la guerre en Ukraine

. Le Conseil des ministres du 1er mars a révisé le programme du gouvernement de coalition adopté lors de l'entrée en fonction du gouvernement en janvier 2022, afin de prendre en compte les conséquences, notamment économiques et budgétaires, de la guerre en Ukraine. Cette nouvelle version comprend certaines mesures destinées à rétablir une trajectoire des finances publiques, tout en permettant le financement de nouvelles priorités, notamment liées à l'accroissement de l'effort de défense (la cible de 2% du PIB de dépenses de défense sera atteinte dès 2024, au lieu de 2025 auparavant) et aux

investissements pour la transition énergétique. Le programme prévoit aussi des réformes pour réduire les dépenses sociales (par la réforme des retraites notamment), ainsi que la préservation voire l'augmentation de certaines recettes publiques. Le Premier ministre a confirmé l'objectif de réduire le déficit budgétaire en 2024 de 70 Mds CZK (3 Mds EUR), en recourant pour 2/3 à des baisses de dépenses et pour 1/3 à des hausses de recettes. Les mesures détaillées devraient être annoncées au printemps par le gouvernement.

Par ailleurs, le programme révisé du gouvernement prévoit désormais que soit menée une analyse des bénéfices et risques d'une adhésion de la République tchèque au mécanisme de taux de change européen (MCE II, condition préalable à l'adhésion à l'euro). Néanmoins, la perspective d'une adhésion future à la monnaie unique n'est pas mentionnée. En outre, possibilité sera donnée aux entreprises de tenir leur comptabilité en euros, comme cela avait été précédemment annoncé par le gouvernement.

Conjoncture : en 2022, croissance à 2,4% et inflation à 15,1% ; prévisions pour 2023 d'une croissance atone et d'une inflation autour de 10%

Selon les résultats détaillés de l'office statistique tchèque, la croissance s'est établie à 2,4% en 2022, avec une légère récession technique au second semestre, et les économistes ne s'attendent pas à une reprise marquée avant le 2nd semestre 2023. L'inflation (15,1% en 2022 en moyenne), qui avait augmenté en janvier à 17,5% en lien notamment avec la fin du dispositif de « tarif d'austérité » (cf. [veille macroéconomique du mois dernier](#)), a reculé à 16,7% en février. L'inflation sous-jacente reste élevée. La Banque centrale tchèque s'attend à ce que l'inflation continue de reculer dans les prochains mois, avec le passage à une inflation à un chiffre au second semestre.

Pour mémoire, pour 2023, les économistes et organisations internationales s'attendent à une croissance atone (+0,1% selon les prévisions d'hiver de la Commission européenne du 13 février) avec une inflation moyenne autour de 10% (9,3% selon la Commission européenne).

Selon l'office statistique tchèque, la croissance annuelle des salaires mensuels moyens bruts a accélérée au 4^{ème} trimestre 2022, à +7,9% sur un an, contre +6,2% au 3^{ème} trimestre, mais reste bien inférieure à l'inflation (17,5% sur un an au 3^{ème} trimestre et 15,7% au 4^{ème}). Les salaires réels ont donc reculé de 11,3% en g.a au 3^{ème} trimestre puis de 7,8% au 4^{ème}.

	Décembre 2021	Décembre 2022	Janvier 2023	Février 2023
Inflation (% g.a.)	5,4	16,8	19,1	18,4
Inflation sous- jacente (% g.a.)	6,6	13,3	13,2	13,3
Taux de chômage (% population active)	2,2	2,3	2,5	n.c.
Taux directeur (%, CNB)	3,75	7,0	7,0	7,0

Source : Eurostat, Banque centrale

Slovaquie

La croissance se maintient avec un rythme plus modeste

En 2022, le PIB a progressé de 1,7 %. Par rapport à l'année pré-pandémique 2019, le PIB en 2022 s'est inscrit à un niveau supérieur de 1,2 %. En 2022, la valeur ajoutée a progressé de 1,4 %, huit secteurs économiques sur dix étant en expansion. Toutefois, la contribution de l'industrie, pilier de l'économie slovaque, a diminué de 1,2 % et elle demeure en dessous de son niveau pré-pandémique. En effet, en 2019, la part de l'industrie dans le PIB s'élevait à 24,9 % contre 21,9 % en 2022. En 2022, la consommation finale a été en hausse de 2,8 %, tirée avant tout par la forte croissance de la consommation des ménages (+ 5,2%) alors que la consommation de l'administration publique s'est contractée de 3,2 %. La formation brute de capital fixe (l'investissement) a été également dynamique et a augmenté de 6,5 %. En ce qui concerne la demande extérieure, les exportations de biens et de services ont perdu leur élan n'augmentant que de 1 % alors que les importations ont augmenté de 3 %.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le site du Service économique de Bratislava :
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SK/indicateurs-et-conjoncture>.

Etat alarmant de l'épargne des ménages

La consommation des ménages a été le principal moteur de la croissance en 2022. Elle a ainsi augmenté de 9,1 % au premier, de 4,3 % au deuxième, de 3 % au troisième et de 4,7 % au quatrième trimestre. Cette croissance de la consommation a eu lieu dans un contexte inflationniste et de baisse des salaires réels en faisant un large appel à l'épargne des ménages. Cette dernière a atteint un plus bas historique : 637 M € au quatrième trimestre soit 40 € / habitant / mois ou encore 3,6 % des revenus disponibles.

Comment rendre optimales les subventions

L'unité analytique du ministère des Finances « Rapport coût/efficacité » a publié en février sa revue des dépenses publiques dédiées aux subventions (analyse sur la base des années 2019-2021). Annuellement, la Slovaquie déploie 1,46 Md € de subventions soit 1,5 % du PIB, ou 3,5 % de l'ensemble de la dépense publique. Ces subventions sont octroyées sous forme de dépenses publiques (876 M €), d'allègements fiscaux (471 M €) ou sous forme de déductions sur les prélèvements dus par les entreprises (116 M €). Le ministère des Finances pointe du doigt l'inefficacité des aides, le secteur de l'énergie mobilisant à lui seul 809 M € / an. La revue des dépenses publiques recommande de supprimer 218 M € dans le secteur de l'énergie, 107 M € d'aides en faveur du sport, 88 M € dédiés au développement régional et 86 M € alloués à la recherche et au développement.

Salaires médians

Le site platy.sk a rendu publiques les données 2021 sur le salaire médian. La médiane des salaires s'élevait à 1 288 € / salaire mensuel brut, le 1^{er} décile étant inférieur à 800 € (632 € net pour un salarié sans enfants) et le 9^{ème} décile étant supérieur à 2 450 € (1 790 € net pour un salarié sans enfants). Les salaires sont les plus élevés dans la région de Bratislava (médiane à 1 520 € brut), les plus faibles salaires étant observés dans la région de Presov (salaire médian à 1 000 €).

	Décembre 2021	Décembre 2022	Janvier 2023	Février 2023
Inflation (% g.a.)	5,1	15,0	15,1	15,4
Inflation sous- jacente (% g.a.)	5,2	9,8	11,3	11,9
Taux de chômage (% population active)	6,5	6,1	6,0	n.c.
Taux directeur (%, BCE)	0,0	2,5	3,0	3,5 (à compter du 22 mars 2023)

Source : Eurostat, Banque centrale

Estonie

Forte récession pour le 4^{ème} trimestre 2022 en Estonie

Au cours de l'année 2022, l'Estonie a enregistré une légère récession (-1,3% du PIB). Cette récession a surtout pris forme lors du dernier trimestre 2022, avec une chute du PIB de 4,1% par rapport au dernier trimestre 2021. La quasi-totalité des secteurs de l'économie ont connu un recul de leur activité lors du dernier trimestre 2022, à l'exception notable du secteur agricole et du secteur de la défense. Le secteur des NTIC, épargné jusqu'ici, a particulièrement souffert. Ces résultats sont principalement liés à la forte inflation, qui touche désormais l'ensemble des entreprises, et à un léger recul de la consommation. Il est attendu que le ralentissement de l'activité économique se poursuive lors des deux premiers trimestres de 2023.

Elections législatives estoniennes : les négociations gouvernementales s'orientent vers un retour à la rigueur budgétaire

Les élections législatives estoniennes se sont tenues le 5 mars 2023, et ont vu la victoire du bloc libéral. Des négociations sont en cours pour former le prochain gouvernement, vraisemblablement entre 3 partis libéraux (Parti de la Réforme, Eesti 200, Parti Social-Démocrate). Le Parti de la Réforme et Eesti 200 se sont publiquement exprimés sur l'importance de faire de la rigueur budgétaire une priorité, dès 2023. Le Parti de la Réforme, représenté par l'actuelle Ministre des Finances, estime que l'Estonie devra réaliser 1 Md EUR d'économies dès 2023. Plusieurs pistes sont discutées par les trois partis: réduction des dépenses publiques, notamment pour les transports en commun, augmentation de la charge fiscale, via les taux d'accises, la TVA ou encore les taxes foncières.

La priorité mise sur la rigueur budgétaire est justifiée par la relative dégradation des finances publiques estoniennes : en 2022, le budget de l'Etat affichait un déficit correspondant à 1,2% du PIB, alors que le taux d'endettement du pays devrait se rapprocher de 20% dans les prochaines années (15,4% en 2022). La détérioration de la situation économique du pays laisse également envisager une baisse des recettes fiscales de l'Etat estonien.

Le commerce extérieur estonien marqué par une augmentation des échanges avec les pays d'Asie centrale

En 2022, le commerce extérieur estonien a vu l'émergence de nouveaux marchés – et tout particulièrement en Asie centrale. Ainsi, l'Estonie a exporté l'équivalent de 78M EUR de biens vers le Kazakhstan (contre 11M EUR en 2021), de 15,8M vers le Kirghizistan (contre 0,2M EUR en 2021), de 46,1M vers l'Ouzbékistan (contre 20,1M EUR en 2021) ou encore de 27,7M vers l'Arménie (contre 1,4M en 2021).

Selon toute vraisemblance, ces exportations agissent en substitut au marché russe. Il est toutefois difficile d'estimer précisément la part de ces exportations atteignant le marché russe, et contournant donc les sanctions imposées par l'Union Européenne.

Prévisions de Luminor : hausse du pouvoir d'achat des ménages attendue en 2023

La banque privée Luminor a présenté ses prévisions pour 2023, qui se révèlent positives. Luminor prévoit un ralentissement notable de l'inflation à environ 9%, en moyenne annuelle. Dans le même temps, Luminor prévoit une hausse des salaires de 10% sur l'année. En conséquence, le pouvoir d'achat des ménages devrait donc de nouveau augmenter au courant de l'année, ce qui pourrait alimenter la consommation des ménages.

Toutefois, l'année 2023 devrait rester une année de faible croissance. Luminor prévoit une croissance inférieure à 1% sur l'année. Une hausse du chômage est également attendue, à hauteur de 7% - principalement du fait de l'intégration croissante des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail.

Données annuelles salariales pour 2022 : hausse du salaire médian et du salaire moyen

L'institut de statistiques estonien a publié un état des lieux des salaires en Estonie en 2022. En 2022, le salaire moyen brut s'élevait à 1685 EUR par mois (40 heures par semaine) et le salaire médian s'élevait à 1498 EUR brut par mois. Il s'agit d'une hausse de 8,9% pour le salaire moyen et d'environ 10% pour le salaire médian, relativement à 2021.

	Décembre 2021	Décembre 2022	Janvier 2023	Février 2023
Inflation (% g.a.)	12,0	17,5	18,6	17,8
Inflation sous- jacente (% g.a.)	5,7	12,5	12,6	12,7
Taux de chômage (% population active)	5,4	5,5	5,2	n.c.
Taux directeur (%, BCE)	0,0	2,5	3,0	3,5 (à compter du 22 mars 2023)

Source : Eurostat, Banque centrale

Lettonie

Le budget 2023 prévoit un nouveau déficit pour financer les nouvelles priorités

Selon le budget 2023 présenté au Parlement, les recettes de l'Etat devraient s'élever à 12.7 Md €, soit 2 Md € de plus que lors de l'exercice précédent. De l'autre côté, les dépenses prévues s'élèvent à 14.7 Md €, soit 2.3 Md € de plus que sur l'exercice précédent. Le déficit public prévu est ainsi de 1.77 Md €, soit 4.2% du PIB, alors que le déficit public en 2022 représentait 7.2% de du PIB. Le déficit public devrait revenir dans les critères de Maastricht dès 2024. Selon le Conseil de Discipline budgétaire, la relevée des taux d'intérêts annoncée par la BCE risque de faire doubler les coûts de service de la dette qui devraient passer de 164 M € en 2022 à 200 M € en 2023 et à 330 M € en 2024.

La BCE retire la licence de Baltic International Bank

La décision de retirer l'agrément de la banque lettone a été prise le 10 mars et a pris effet le 11 mars. La décision de la BCE a été prise sur proposition de la Commission des marchés financiers et des capitaux (FCMC). La banque centrale lettone établira et soumettra à un tribunal une demande relative à l'ouverture d'une procédure de liquidation et à la nomination d'un liquidateur.

La FCMC avait décidé le 12 décembre 2022 de suspendre la fourniture de services financiers à Baltic International Bank. L'autorité de surveillance financière a reconnu que la Baltic International Bank était en situation de défaillance avérée ou prévisible et a décidé de ne pas prendre de mesures de résolution de la Baltic International Bank. À la fin de 2021, Baltic International Bank était la dixième plus grande banque de Lettonie en termes d'actifs. Baltic International Bank a enregistré une perte de 26,773 millions d'euros pour 2022. Il n'est pas à exclure que les sanctions européennes contre la Russie et la Biélorussie aient eu un impact sur la dégradation apparemment rapide des comptes de cette banque durant l'année 2022.

Les échanges de la Lettonie avec les pays voisins de la Russie augmentent

Les exportations de la Lettonie vers les pays voisins de la Russie ont augmenté en 2022 et une forte augmentation des exportations est observée dans un certain nombre de catégories de marchandises soumises à des sanctions de l'UE. Les données du Bureau des statistiques sur le commerce extérieur montrent, par exemple, que les exportations de produits lettons vers le Kazakhstan ont atteint 118 M € en 2022, soit 2,5 fois plus qu'en 2021. La valeur des exportations vers d'autres pays de la CEI est inférieure, mais, par exemple, le volume des exportations vers le Kirghizistan a été multiplié par 3,5 et par l'Arménie par 2,7. Il convient de noter que les exportations de marchandises sanctionnées ont augmenté particulièrement rapidement. La réorientation des échanges vers des pays qui n'ont pas adhéré aux sanctions de l'UE n'a pas échappé aux autorités qui surveillent s'il ne s'agit pas là d'un contournement des sanctions européennes.

Les dettes des entreprises lettones augmentent de 46% en 2022

Le montant des dettes des entreprises lettones a augmenté de 46% l'année dernière, selon la plateforme de données ouvertes Okredo. Selon Okredo, plus de 51 600 entreprises avaient des dettes fiscales et des dettes individuelles au début de 2023, soit 15,9% de plus qu'au début de 2022. Le plus grand nombre de débiteurs au début de 2023 opérait dans le commerce de gros et de détail - 16,4%.

	Décembre 2021	Décembre 2022	Janvier 2023	Février 2023
Inflation (% g.a.)	7,9	20,7	21,4	20,1
Inflation sous- jacente (% g.a.)	3,7	10,7	10,9	11,1
Taux de chômage (%)	7,4	6,8	6,8	n.c.
Taux directeur (%, BCE)	0,0	2,5	3,0	3,5 (à compter du 22/03/2023)

Source : Eurostat, Banque centrale

Lituanie

Réorientation substantielle du commerce extérieur afin d'assurer des approvisionnements énergétiques alternatifs

Si le déficit commercial bilatéral de la Lituanie avec la Russie s'établissait autour de 0,8 Md € en 2021, le solde commercial est devenu excédentaire en 2022, soit 140 M €, comblé par des importations énergétiques en provenance des Etats-Unis, de la Norvège et de l'Arabie saoudite. Les importations originaires de Russie ont en effet connu, l'année dernière, une baisse de 43%, en glissement annuel, tandis que les exportations lituaniennes se sont contractées de -27%. En revanche, les exportations lituaniennes vers les pays de la région Indopacifique, bien que faibles, ont enregistré une hausse particulièrement forte de 40% en 2022, notamment grâce à la nouvelle stratégie de renforcement des relations avec la région en réponse aux représailles chinoises.

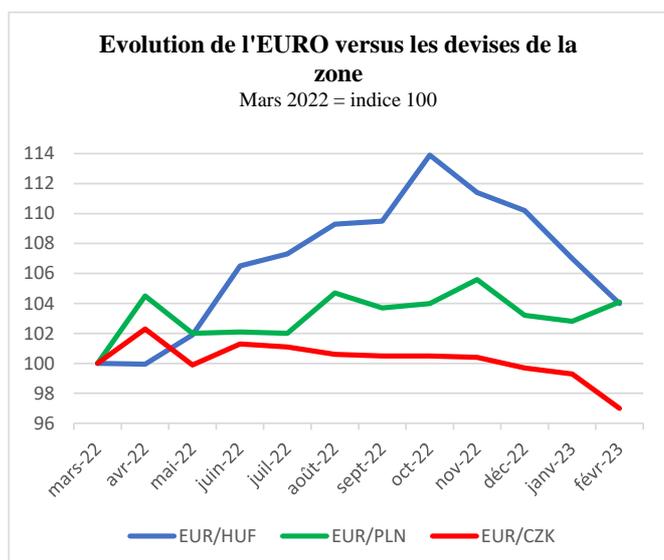
Proposition pour une taxe supplémentaire sur les institutions financières

Début mars, la ministre des Finances, G. Skaiste, a proposé de taxer les profits exceptionnels des banques lituaniennes pour financer des dépenses militaires supplémentaires. Cette taxe s'appliquerait à hauteur de 60% sur les profits supérieurs de plus de 50% à la moyenne des 4 dernières années. Avec une hausse annuelle du résultat net oscillant entre 40 et 67 %, il est estimé que le résultat net des banques commerciales doublera en 2023, pour atteindre 1 Md € (1,4 % du PIB lituanien). La proposition d'une taxe supplémentaire, soutenue par le reste du gouvernement et le président Nauseda, sera présentée au Seimas au cours de la session de printemps. Par ailleurs, une taxe de 20% est d'ores et déjà prélevée sur les institutions financières, contre 15% pour le reste des acteurs économiques.

	Décembre 2021	Décembre 2022	Janvier 2023	Février 2023
Inflation (% g.a.)	10,7	20,0	18,5	17,2
Inflation sous- jacente (% g.a.)	6,4	12,6	12,3	12,1
Taux de chômage (%)	6,5	6,1	6,4	n.c.
Taux directeur (%)	0,0	2,5	3,0	3,5 (à compter du 22 mars 2023)

Source : Eurostat, Banque centrale

Indicateurs financiers



	Clôture au 20/03/2023	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2022 (%)
EUR/PLN*	4,70	-0,82	0,51
EUR/HUF*	399,21	4,28	-0,41
EUR/CZK*	23,99	1,25	-0,53
EUR/USD*	1,07	0,40	0,48
WIG20	1687	-8,81	-5,88
BUX	41344	-8,58	-5,59
PX	1325	-3,97	10,22
Euro Stoxx 50	4119	-3,55	8,59
Spread PL-10**	385	-25	-44
Spread HU-10**	671	47	17
Spread CZ-10**	226	-4	-19

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

** en pb

Source : Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
PIB nominal (M EUR)							
2021	574 771,8	153 758,7 (p)	238 249,5	98 523,0	31 444,9	33 587,6	56 179,1
2022	654 643,5	169 661,5 (p)	276 105,4	107 730,1	36 181,4	39 080,7	66 918,2
Taux de croissance du PIB réel (% g.a.)							
2021	6,8	7,1 (p)	3,6	3,0	8,0	4,1	6,0
2022	4,9	4,6 (p)	2,4	1,7	-1,3	2,0	1,9
Populations (milliers)							
2021	38 162	9 709,89 (p)	10 697,31	5 440,66	1 330,07	1 883,01	2 808,38
2022	37 827 (r)	9 683,47 (p)	10 690,40	5 500,56	1 331,80	1 886,23	2 833,00
Solde public (% PIB)							
2020	-6,9	-7,5	-5,8	-5,4	-5,5	-4,3	-7,0
2021	-1,8	-7,1	-5,1	-5,5	-2,4	-7,0	-1,0
Dettes publiques brutes (% PIB)							
2020	57,2	79,3	37,7	58,9	18,5	42,0	46,3
2021	53,8	76,8	42,0	62,2	17,6	43,6	43,7
Solde du compte courant (% PIB)							
2020	2,5	-1,1	2,0	0,6	-1,0	2,6	7,3
2021	-1,4	-4,0	-0,8	-2,5	-1,8	-4,2	1,1

Source : Eurostat

(p) : données provisoires ;

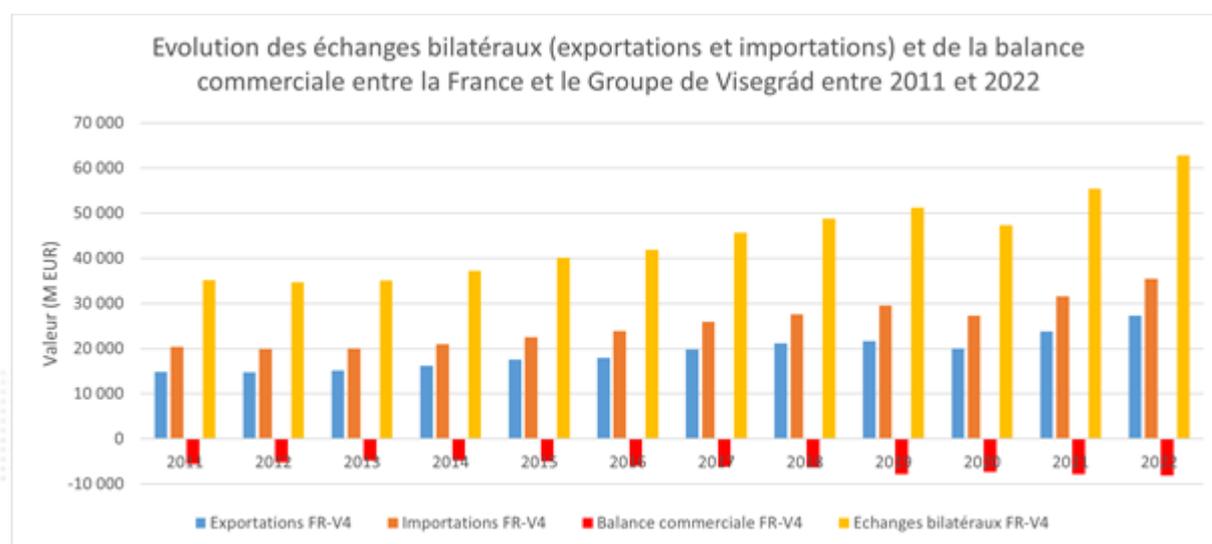
(r) : rupture dans la série chronologique

Dossier du mois : les échanges commerciaux de la France avec les pays de Visegrád

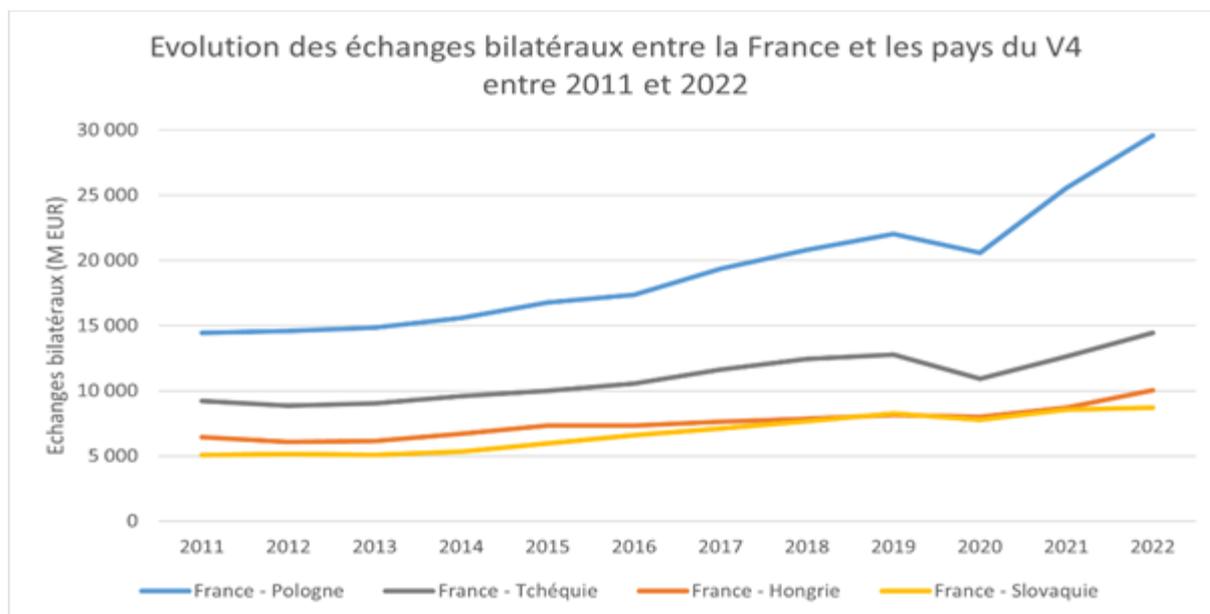
Vu de France, les pays du groupe de Visegrád (V4) peuvent sembler relativement marginaux pour le commerce extérieur français. Pourtant, une fois agrégés dans le cadre du groupe de Visegrád, ces pays pris ensemble représentent virtuellement le 8ème client de la France (27 Mds EUR d'exportations en 2022, soit 4,7% de nos exportations) et le 7ème fournisseur de la France (35 Mds EUR d'importations en 2022 soit 4,6% de nos importations), les plaçant au même niveau que des pays comme le Royaume-Uni ou les Pays-Bas. Si le volume des échanges a beaucoup progressé entre la France et les pays du V4 au cours des dernières années (+81% en 10 ans), notre commerce de biens est structurellement déficitaire avec ces pays. Il s'explique par la prégnance de l'industrie, en particulier automobile, et de leur bonne insertion dans les chaînes de valeur mondiales et européennes.

1) Avec un volume de 62 Mds EUR les échanges France-Visegrád ont atteint un pic historique en 2022

Depuis 10 ans, le commerce de biens de la France avec les pays de Visegrád est particulièrement dynamique, établissant chaque année un nouveau record. Du fait de leur intégration dans l'économie européenne, le volume des échanges entre la France et le V4 a quasiment doublé (+81%) entre 2012 et 2022. Porté par la reprise post-pandémie de Covid-19 et en raison de l'inflation énergétique observée en 2021-2022, le volume des échanges s'établit à près de 62,7 Mds EUR en 2022 (+13,2% sur un an) dépassant le niveau de 2019 (51,2 Mds EUR).



Sans surprise, la Pologne et son marché de près de 38 millions de consommateurs domine ces échanges avec un volume bilatéral de 29,5 Mds EUR en 2022. Viennent ensuite la Tchéquie (14,4 Mds EUR), la Hongrie (10,02 Mds EUR) et la Slovaquie (8,7 Mds)



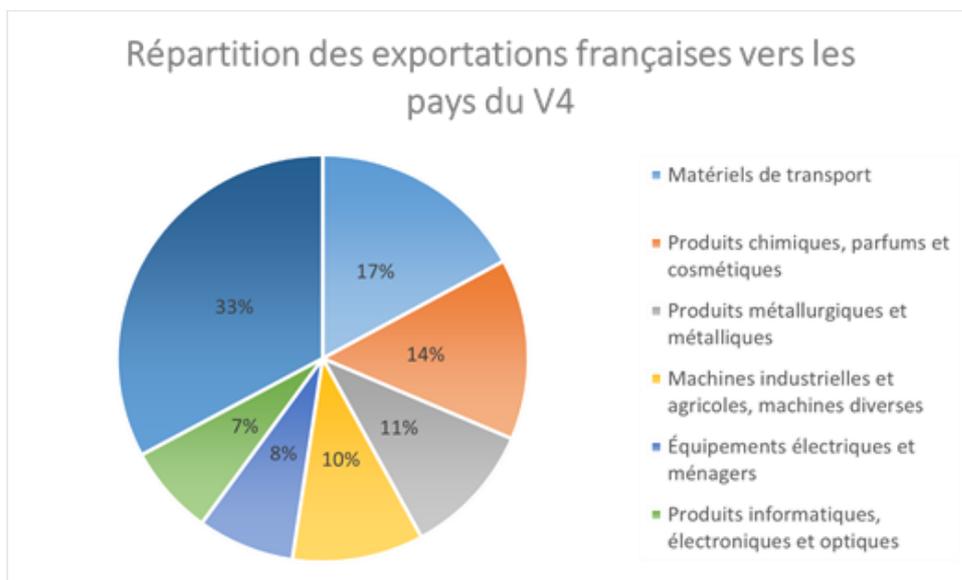
2) Les exportations françaises vers le groupe de Visegrád, portées par les transports et la chimie, ont doublé en 10 ans

Suivant la tendance d'augmentation du volume des échanges, les exportations françaises vers les pays de Visegrád ont atteint un pic en 2022 à près de 27 Mds EUR. Elles ont ainsi progressé de 14,8% en an et ont presque doublé depuis 2012 lorsqu'elles représentaient 14 Mds EUR. Une fois agrégées, les exportations françaises vers le V4 représentent 4,68% de nos exportations mondiales. Pris ensemble, le V4 serait alors le 8ème client de la France et se situerait entre la Chine (7ème) et les Pays-Bas (8ème).

Les exportations françaises vers le V4 sont principalement portées par les matériels de transport y compris ferroviaire (17% des exportations françaises vers la zone V4), les produits chimiques, parfums et cosmétiques (14%), les produits métallurgiques et métalliques (11%), les machines industrielles, agricoles et autres (10%), les équipements électriques et ménagers (8%), et les produits informatiques, électroniques et optiques (7%).

Les exportations françaises vers les pays du V4 vont principalement vers la Pologne (13,8 Mds EUR), la Tchéquie (5,9 Mds EUR), la Hongrie (4,4 Mds EUR) et enfin la Slovaquie (3,2 Mds EUR). Si les exportations françaises ont progressé en 2022 vers tous les pays du V4 (de +8,9% en Slovaquie à +18,4% en Tchéquie en g.a.), les parts de marché de la France dans ces pays tendent à se réduire. Elles ont diminué de 3,3% en 2021 à 2,9% en 2022 en Pologne, de 2,85%

à 2,73% en Tchéquie, de 3,43% à 2,98% en Slovaquie et de 3,4% à 2,8% en Hongrie. Cette baisse continue des parts de marché de la France contribue à éroder son rang parmi les fournisseurs des pays du V4 (8ème fournisseur de la Pologne et de la Tchéquie, 12ème fournisseur de la Hongrie, 10ème fournisseur de la Slovaquie) bien loin de l'Allemagne premier fournisseur de ces 4 pays.

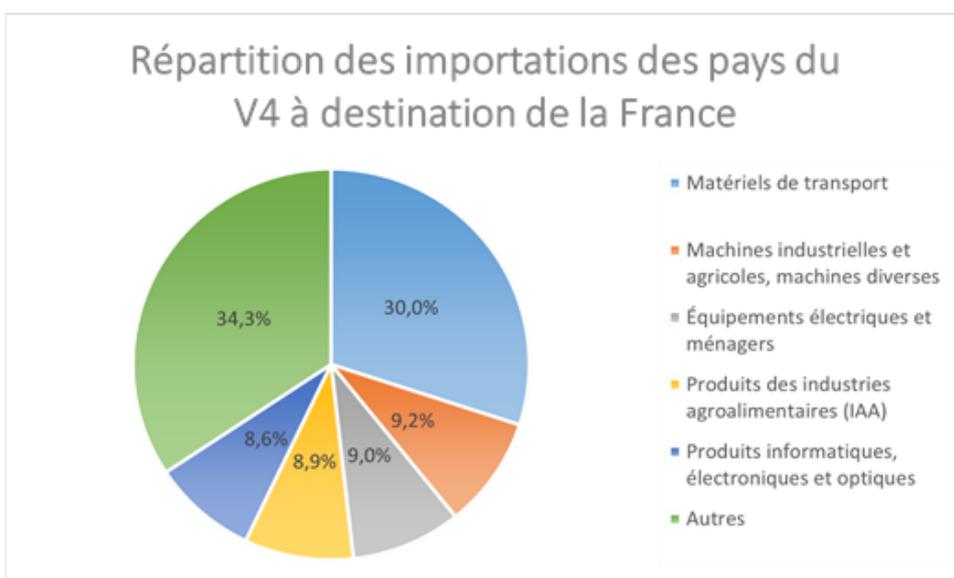


Toutefois, la baisse des parts de marché de la France observée en 2022 va de pair avec celle de l'ensemble des pays européens (y compris l'Allemagne) dans les importations des pays de Visegrád au profit de la Chine (2ème fournisseur de ces pays) et des pays fournisseurs de matières premières énergétiques (y compris les Etats Unis, devenus un exportateur majeur de GNL), sur fond de hausse des prix de l'énergie.



3) L'automobile, reine des importations françaises depuis les pays du V4

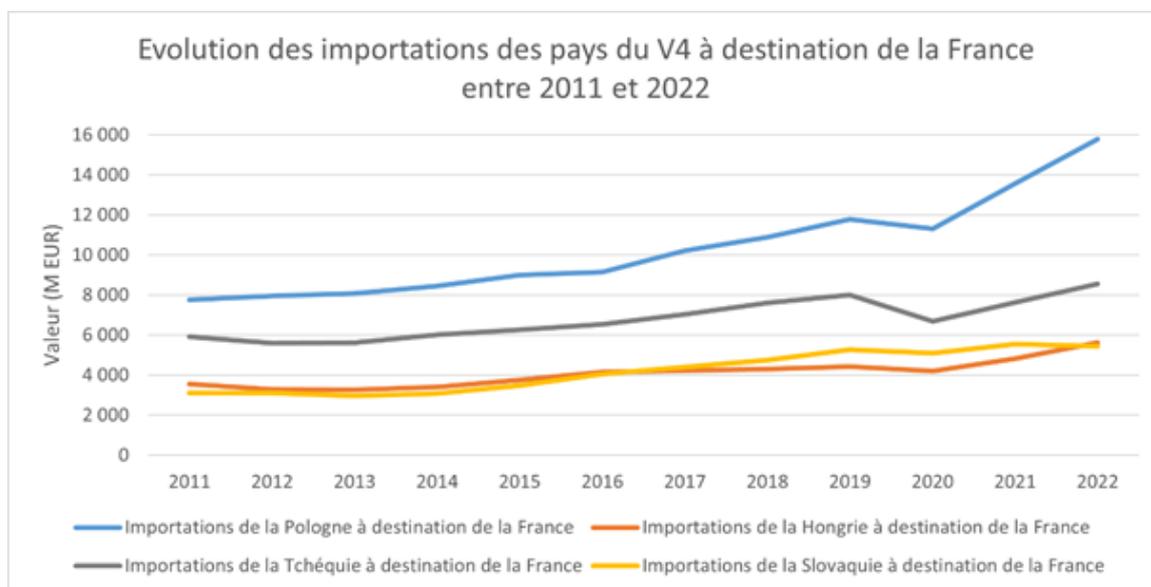
De même que les exportations, les importations françaises depuis les pays de Visegrád ont largement progressé (+77,6% en 10 ans) pour s'établir au niveau record de 35 Mds EUR en 2022. Si les pays du V4 constituaient un ensemble unique, il serait ainsi le 7ème fournisseur de la France avec 4,58% des importations françaises totales, le plaçant entre l'Italie (6ème) et les Pays-Bas (7ème).



Les importations françaises depuis les pays de Visegrad sont dominées par les matériels de transports qui représentent à eux seuls 30% des importations françaises depuis la zone. Viennent ensuite les machines industrielles, agricoles et autres (9,2%), les équipements électriques et ménagers (9%), l'agroalimentaire (8,9%) et les produits informatiques, électroniques et optiques (8,6%).

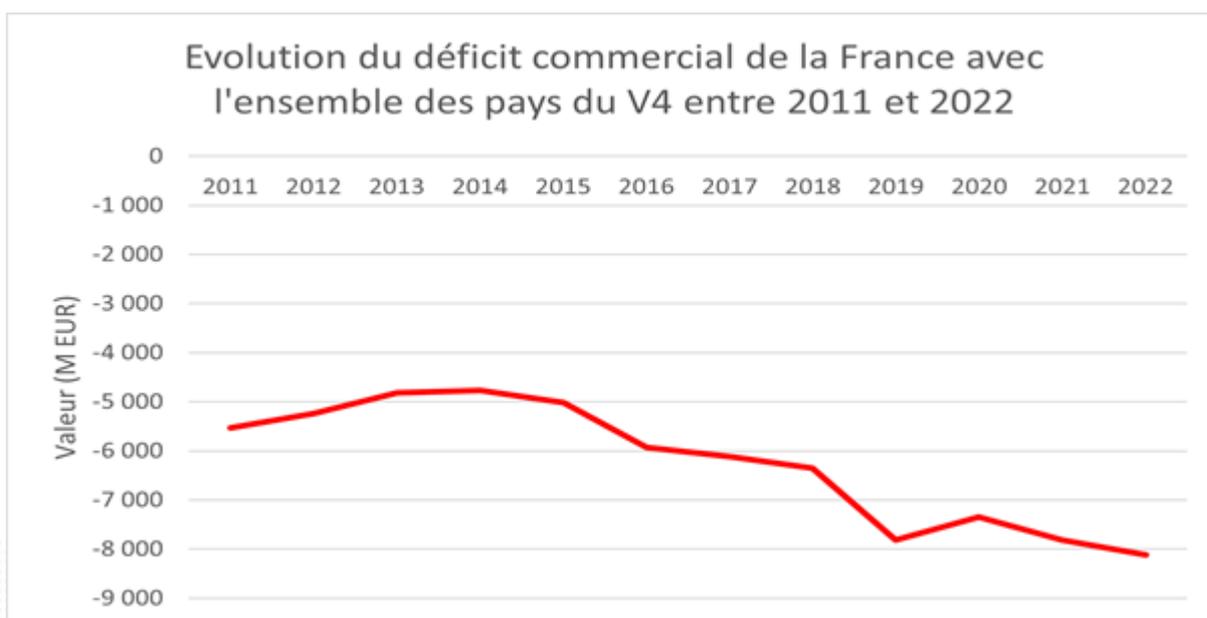
Toutefois, si le secteur des transports est systématiquement le premier dans les importations françaises depuis les pays du V4, son importance varie selon le pays considéré. Ainsi, ce secteur représente 60% des importations françaises depuis la Slovaquie, 40% depuis la Tchéquie, 23% depuis la Hongrie et « seulement » 17% depuis la Pologne.

Sans surprise, la Pologne contribue le plus aux importations françaises en provenance des pays de Visegrad avec 15,8 Mds EUR contre 8,6 Mds EUR pour la Tchéquie, 5,6 Mds EUR pour la Hongrie et 5,4 Mds pour la Slovaquie. Les importations françaises ont augmenté entre 2022 et 2021 depuis tous ces pays (+15% dans le V4) à l'exception de la Slovaquie où les exportations à destination de la France ont diminué (-1,9%). La Slovaquie fait en effet face à d'importantes tensions sur ses chaînes logistiques à destination de l'Europe occidentale.



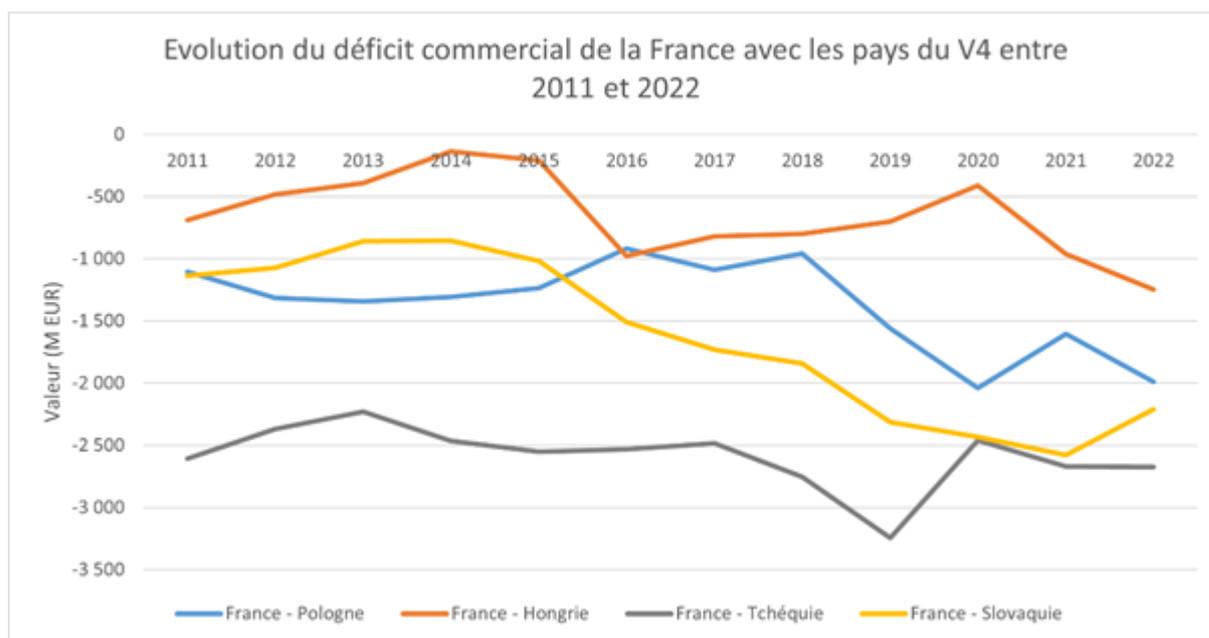
4) Un déficit commercial structurel qui s'explique par la spécialisation des économies du V4 et les mauvaises performances françaises à l'export

Le solde commercial de la France avec les pays du V4 est donc structurellement déficitaire. Il s'établit en 2022 à 8 Mds EUR environ.



La France enregistre un déficit commercial avec l'ensemble de ces 4 pays pris individuellement (-2,7 Mds EUR avec la Tchéquie, -2,2 Mds EUR avec la Slovaquie, -2 Mds EUR avec la Pologne et -1,25 Md EUR avec la Hongrie). Si le solde bilatéral s'est stabilisé depuis

plusieurs années avec la Tchéquie et s'est réduit avec la Slovaquie (-14% en g.a.) du fait d'importations moindres en 2022, il s'est fortement aggravé avec la Pologne (+24%) et la Hongrie (+30%) entre 2021 et 2022.



Ces résultats doivent être mis en perspective avec la dégradation continue de la balance commerciale de la France depuis les années 2000. Le solde commercial positif des pays du V4 avec la France s'explique également par le maintien d'une industrie forte dans ces pays, en particulier automobile qui représente par exemple 50% de la production industrielle et 42% des exportations slovaques. Les pays du V4 ont profité, depuis leur adhésion à l'UE, de l'implantation sur leur sol de nombreuses usines de groupes automobiles ainsi que de leurs sous-traitants de sorte que l'industrie du V4 s'est spécialisée dans la production de produits manufacturés finis ou semi-finis pour les marchés ouest-européens.

Toutefois, si le solde commercial de la France avec les pays du V4 est globalement négatif, certains secteurs forts de l'industrie française continuent d'afficher des excédents significatifs avec ces mêmes pays : c'est ainsi le cas de la chimie et des cosmétiques (2,3 Mds EUR cumulés), de l'industrie pharmaceutique (1 Md EUR) ou encore de l'habillement (0,8 Md EUR).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international